

Le premier ministre a eu tort, à Londres, de croire qu'il pourrait remplir le rôle de Neptune et apaiser les eaux agitées de la mer, ou de penser qu'il serait capable à lui seul de faire de l'empire britannique la plus grande agglomération humaine de l'histoire. Et ce n'est là qu'un côté de la question. Il ne pouvait espérer que ce fût accepté par le peuple anglais. M. Joseph Chamberlain, qui était presque aussi puissant que le très honorable premier ministre, a essayé la même chose et a succombé à la tâche. Auparavant, un autre Anglais que l'on ne pourrait vraiment pas comparer à notre Richard Cœur de Lion, sir Charles Dilke, fit la même tentative et succomba à la tâche également. C'est pourquoi il aurait dû faire preuve de plus d'humour et d'esprit et recevoir avec toute l'humilité dont il était capable la réponse de M. Thomas. Il a commis une erreur en répondant à M. Thomas sur ce ton. La plupart de nos hommes publics qui vont à Londres commettent l'erreur de penser que les Anglais, habitués de traiter avec le monde entier, vont les prendre aussi au sérieux qu'ils se prennent eux-mêmes. Tous nos représentants à Londres ont fait cette erreur. M. Thomas avait agi d'une façon tout à fait juste et correcte et mon très honorable ami a commis la faute de prendre la chose trop au sérieux.

Le très honorable premier ministre a pensé que c'était la fin de l'empire britannique si tout le monde ne l'écoutait pas; le chef de l'opposition a tort au même degré quand il appréhende la ruine de l'empire parce que son adversaire a été un peu bruyant dans ses expressions d'opinions en Angleterre. Rien de tel n'est à craindre. Le gouvernement actuel passera et les honorables députés de ce côté-ci (*la gauche*) reviendront peut-être au pouvoir. Le Canada suivra la marche du monde, grandira et aura parfois à traverser des périodes de crise. L'empire britannique finira sans doute un jour, parce qu'il est une institution humaine. Il finira comme l'empire romain a fini et comme finissent toutes les choses de ce monde, mais sa fin ne sera sûrement pas causée par l'un ou l'autre des deux excellents célibataires que nous avons dans cette Chambre.

Par une étrange coïncidence, l'explosion du 2 décembre fut publiée le jour même de l'anniversaire du fameux coup d'Etat qui, en 1851, changea les destinées de la république française. Celui-ci n'a pas eu exactement le même résultat. Le peuple ne s'est pas révolté. Il est vrai, comme le très honorable premier ministre le dit, que la plupart des journaux anglais ont approuvé ses propositions. Mais cette approbation signifiait réellement qu'il avait réussi à faire saisir les difficultés de la situation à la plupart des journaux, car la politique qu'il prêchait était tellement inac-

ceptable à l'Angleterre qu'aucun homme public responsable ne pouvait l'approuver, et c'est ce qui explique la satisfaction des journaux anglais. Quand il eut son explosion du 2 décembre, chacun se mit à l'abri afin d'échapper à l'odeur des gaz et à la chaleur de la vapeur perdue s'échappant de la machine brisée. Mais heureusement pour lui et pour nous, le très honorable premier ministre a survécu. Il est certainement appelé à jouer un grand rôle et il accomplira beaucoup s'il n'entreprend pas de gouverner le monde. Il est revenu en bonne santé et j'espère maintenant qu'il va inaugurer une modeste et saine politique canadienne, suivant les principes qu'il a adoptés d'une manière générale. Mais qu'il se méfie des incursions dans la politique impériale et qu'il n'entreprenne pas de prêcher un évangile nouveau à une vieille nation qui a su assez bien se gouverner depuis sept ou huit siècles.

M. F. H. PICKEL (Brome-Missisquoi) : Monsieur l'Orateur, j'offre mes félicitations au proposeur de l'adresse (M. Cormier) et à l'honorable député qui l'a appuyée (M. Porteous). Je désire également féliciter l'orateur qui m'a précédé au sujet de son exposé historique. L'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Stewart) a rappelé que le premier ministre avait dit que l'ancien gouvernement aurait dû prévoir la catastrophe qui attendait le peuple canadien et prendre des mesures pour l'empêcher. Il y a beaucoup de vérité dans cette assertion.

Depuis 1925, l'application du traité de commerce avec l'Australie, dont bénéficiait également la Nouvelle-Zélande, a presque ruiné le plus important et le meilleur groupe de citoyens que nous ayons au Canada. Je veux parler des laitiers, des aviculteurs et des maraîchers canadiens. Depuis quarante-cinq ans au moins je m'occupe activement de culture. J'ai aussi fait de la médecine, et je puis assurer à la Chambre qu'il a fallu tout le revenu que je pouvais tirer d'une profession protégée pour entretenir ma ferme. Je puis vous faire visiter mon comté et vous montrer une quantité de fermes qui ont été abandonnées depuis 1925, à cause du traité avec l'Australie. Je pourrais vous faire passer sur une route de 11 milles de longueur dans une bonne région agricole et où vous verriez quarante-sept maisons dont les portes et les fenêtres sont condamnées. Sur une autre route de 6 milles de longueur, douze maisons sont fermées et la même situation se répète dans tout le comté. Ce qu'on constate dans Brome-Missisquoi, on le remarque dans tous les cantons de l'Est. On peut dire que 3,000 fermes ont été abandonnées dans cette région, parce qu'on ne peut en tirer un revenu suffisant.